

# RURAL VISION

magazine<sup>#1</sup>

Magazine Vision rurale

FR

Donner  
à l'Europe rurale  
les moyens d'agir



Funded by  
the European Union



## Table des matières

### 3

Faire participer les États membres grâce au pacte rural

### 4

Rencontrez le président du groupe de coordination du pacte rural

### 5

Le pacte rural: une communauté engagée

### 6

Faites connaissance avec les membres de la communauté, échangez et enrichissez vos connaissances!

### 7

Les écoles comme pôles d'apprentissage des communautés rurales

### 8

Lutter contre le dépeuplement des zones rurales par une approche territoriale

### 9

L'entrepreneuriat social pour revitaliser les communautés rurales

### 10

Communautés énergétiques rurales: orienter la transition de l'Europe vers une autosuffisance durable

### 11

Présentation des sources d'information pertinentes



# ÉDITORIAL

Bienvenue dans la première édition du magazine Vision rurale!

Lorsque nous avons conçu ce magazine, nous avons été portés par le sentiment que 2023 a marqué une année foisonnante pour la vision à long terme pour les zones rurales au sein de l'Union européenne ([communication sur la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE](#)). De nombreuses actions ont été mises en marche pour transformer cette vision en réalité. Les graines plantées en juin 2021 avec la publication de la vision rurale de l'UE et du plan d'action rural, nourries par le lancement du [pacte rural](#) en décembre, la première [conférence sur le pacte rural](#) en juin 2022, l'ouverture de notre [bureau d'appui au pacte rural](#) et la création du [groupe de coordination du pacte rural](#) en 2023, commencent déjà à porter leurs fruits et à donner naissance à des résultats tangibles.

Dans cette première édition, nous tentons de rendre compte des **progrès réalisés en 2023 vers la vision rurale** (section 1), en accordant une attention particulière au rôle pivot que les États membres peuvent jouer dans sa réalisation. Le [Forum de haut niveau sur la politique rurale](#) qui s'est tenu à Sigüenza (Espagne) a incontestablement été un jalon important, complétant les [conclusions](#) du Conseil de l'UE sur la vision à long terme pour les zones rurales adoptées sous la présidence espagnole. Au niveau de l'UE, nous mettons l'accent sur les actions proposées visant à renforcer la communauté du pacte rural — qui compte plus de 2 150 membres officiels — et son rôle indispensable pour concrétiser la vision. À ce sujet, vous pouvez lire les mots inspirants du nouveau président du groupe de coordination du pacte rural créé cette année par la Commission européenne, qui renforce le caractère multiniveaux et multiacteurs du pacte. En outre, nous avons mis en lumière la valeur ajoutée que vous a apportée la [plateforme communautaire du pacte rural](#) lancée en juin. Il s'agit d'un outil collaboratif en ligne dans lequel vous pouvez trouver toutes les informations les plus récentes sur le pacte rural ainsi que des informations et des ressources utiles à la revitalisation des communautés rurales souffrant d'une perte de population et d'un déclin économique.

La partie sur le pacte rural (section 2) présente les activités menées pour soutenir la communauté et mentionne les principaux thèmes traités par le bureau d'appui au pacte rural en 2023 afin de renforcer les capacités et d'inscrire les zones rurales au rang de priorité politique. Vous découvrirez des exemples et les progrès réalisés par les acteurs ruraux dans des domaines cruciaux tels que le dépeuplement des zones rurales, l'accès à l'éducation numérique, la transition énergétique et l'entrepreneuriat social.

Que vous agissiez au niveau local, national ou européen (ou les trois), nous espérons que vous trouverez dans ce magazine des histoires et des informations inspirantes qui vous feront progresser dans la mise en œuvre de la vision rurale. Vos réactions, suggestions et propositions de contributions à de futures éditions sont les bienvenues.

Enrique Nieto  
Chef d'équipe adjoint, Bureau d'appui au pacte rural  
[enrique@rural-pact.eu](mailto:enrique@rural-pact.eu) [enrique@rural-pact.eu](mailto:enrique@rural-pact.eu)



# Faire participer les États membres grâce au pacte rural



Par Enrique Nieto,  
Bureau d'appui au pacte rural



© Union européenne

Cette année, l'une des priorités du **pacte rural** était de faire participer les États membres, dans la mesure où ils jouent un rôle essentiel dans le succès du pacte. Les autorités nationales, régionales et locales sont compétentes en matière de programmation de divers fonds européens et dans des domaines d'action clés qui concernent les territoires ruraux, tels que l'éducation, la santé, les transports, l'énergie, l'environnement, les infrastructures numériques et l'innovation. Les États membres jouent un rôle essentiel en veillant à ce que tous ces services politiques apportent un soutien plus important et mieux coordonné aux zones rurales et contribuent à la vision rurale commune.

La présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne a relancé le débat initié sous la présidence slovène en septembre 2021, et est parvenue à adopter des conclusions sur la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE. Ces **conclusions** ont tenu compte des résultats des échanges entre les représentants nationaux compétents en matière de politique agricole commune (PAC) et de politique de cohésion (PC) issus de tous les pays membres, des conclusions de la **conférence** sur le pacte rural en Suède, et des messages clés qui ont émergé du **Forum de haut niveau sur la politique rurale** qui s'est tenu du 27 au 29 septembre 2023 à Sigüenza (Espagne).

Le Forum a notamment permis de faire avancer le dialogue avec les principaux décideurs politiques et parties prenantes, et de formuler des recommandations aux États membres pour leur permettre de progresser dans la mise en œuvre de la vision rurale.

## Quelles actions les gouvernements nationaux et régionaux peuvent-ils mettre en œuvre pour appuyer cette vision?

La **note d'information** sur le pacte rural identifie les composantes essentielles pour mettre en œuvre le pacte rural au niveau des États membres. Ces éléments complètent les 11 principes de l'OCDE sur la politique rurale et comprennent:

- l'établissement d'une vision prospective avec une stratégie globale ou un plan d'action global;
- la désignation d'un membre du gouvernement et de services spécialisés pour traiter les questions liées à la ruralité dans l'ensemble des politiques;
- la mise en place de systèmes de gouvernance appropriés pour faciliter la coordination;
- la mise en place de mécanismes pour garantir l'intégration des flux de financement et les synergies;
- la réalisation de tests ruraux, l'établissement de structures et de mécanismes pour collaborer avec les communautés rurales;
- le renforcement des capacités et le soutien à la mise en réseau d'un large éventail de parties prenantes.

Les acteurs ruraux et les gouvernements peuvent utiliser ces ingrédients pour faire l'inventaire de ce qui manque dans leur pays, et prendre des mesures en vue d'atteindre les objectifs de la vision rurale.



# Rencontrez le président du groupe de coordination du pacte rural



*Entretien avec Radim Sršeň,  
Vice-ministre tchèque du  
développement régional et membre du  
comité des régions*

Dans cet entretien, le **président** nouvellement élu du groupe de coordination du pacte rural évoque le rôle du groupe, sa mission en tant que président et les perspectives pour les mois à venir.

## Quel rôle le groupe de coordination joue-t-il dans le pilotage du pacte rural?

Le groupe est un outil important pour faciliter la mise en œuvre du pacte rural et réaliser la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE. Il diffusera la valeur de la vision et du pacte dans les zones rurales afin d'aider à les concrétiser et d'aboutir à des actes. Il devrait également porter une voix forte permettant de faire entendre le pacte rural au sein des institutions de l'UE et au niveau national.

## Quelles sont les principales priorités du groupe pour les mois à venir?

Le renforcement des capacités et une campagne d'information sont essentiels pour informer tous les niveaux de gouvernement — du niveau local, régional et national au niveau européen — des possibilités et des outils du pacte rural. Dans les zones rurales, de nombreux citoyens se sentent laissés pour compte; c'est pourquoi l'une des principales priorités est de s'adresser à la société civile et aux citoyens. Des études sur la géographie du mécontentement révèlent que la majorité des personnes mécontentes de l'UE vivent en zone rurale. Nous devons y remédier et accorder une importance bien supérieure au développement des zones rurales.

La vision et le pacte ruraux ne concernent pas que l'agriculture: une approche globale est nécessaire pour les zones rurales. Cela signifie que nous devons communiquer avec les directions générales de l'UE et les ministères nationaux compétents dans d'autres domaines tels que l'emploi, l'éducation, la santé, la mobilité ou la culture, en plus des ministères chargés de l'agriculture et du développement régional. Il est possible que nous

contactons les premiers ministres des États membres, étant donné qu'ils coordonnent les politiques au niveau national. Nous comptons également contacter les futurs candidats au Parlement européen pour qu'ils s'engagent à soutenir les zones rurales. Nous souhaitons aussi utiliser les nombreux événements de nos membres pour que notre voix résonne encore plus fort. Le bureau d'appui au pacte rural apportera un soutien essentiel pour mener des activités efficaces et fructueuses, notamment une aide à la communication et à la diffusion des manifestations organisées par les membres du groupe de coordination du pacte rural, la diffusion des bonnes pratiques, le suivi des engagements à l'égard du pacte rural aux niveaux national, régional et local, la cartographie de l'application du pacte rural dans les États membres, etc.

## Comment décririez-vous votre rôle de président du groupe de coordination du pacte rural?

La vice-présidente Edina Ocsko, coordinatrice du **réseau des villages intelligents**, et moi-même, en tant que président, porterons une voix forte dans le contexte du pacte rural et au-delà, avec le soutien de tous les membres du groupe. Il s'agit vraiment d'un travail d'équipe. Il est essentiel que toutes nos voix touchent et impliquent chacun des acteurs susceptibles d'apporter de la valeur aux zones rurales. Les négociations commencent sur l'avenir de la politique de cohésion, de la politique agricole commune et d'autres politiques pertinentes de l'UE jouant un rôle dans les zones rurales. Le moment est donc venu de faire entendre la voix des zones rurales et de promouvoir une approche du développement rural horizontale et multiniveaux.



# Le pacte rural: une communauté engagée



Par Julie de Galard,  
Bureaux d'appui au pacte rural

Les deux premiers objectifs du pacte rural sont d'amplifier la voix des zones rurales et de leur accorder une place plus importante dans le programme politique, ainsi que de structurer et de permettre la mise en réseau, la collaboration et l'apprentissage mutuel, tandis que le troisième objectif est d'encourager les engagements volontaires à agir en faveur des **dix objectifs communs** de la vision à long terme pour les zones rurales.

La communauté du pacte, qui comprend des autorités publiques, des institutions académiques et de recherche, des organisations de la société civile, des entreprises et des particuliers, est invitée à présenter des engagements formels et informels dans le cadre du pacte rural, afin de prouver sa volonté de faire la différence dans les zones rurales de l'UE et, éventuellement, d'encourager les autres à agir. L'un des premiers engagements mis en œuvre a été l'organisation de la troisième **conférence** de géographie rurale en juin 2023 par l'université de Groningue (Pays-Bas).

Ces engagements représentent une ambition collective de contribuer à rendre les zones rurales plus fortes, résilientes, connectées et prospères d'ici à 2040. Ce qui est frappant, c'est le kaléidoscope de thèmes couverts par ces engagements. Ils incarnent la vision commune selon laquelle les zones rurales nécessitent des efforts globaux et coordonnés qui tiennent compte des défis sociaux, environnementaux et économiques tout en répondant aux besoins spécifiques et à la diversité inhérente à chaque zone rurale.



**Un engagement «fort»** — Le parlement rural français s'engage à mettre en place un Institut des hautes études des mondes ruraux (IHEMRU) pour dispenser des formations, encourager la recherche scientifique et favoriser le dialogue entre les divers acteurs ruraux. Lancé début 2023, l'institut fournit des informations sur les questions économiques et sociétales contemporaines à travers le prisme de la ruralité. Il examine également des questions cruciales concernant l'avenir de ces territoires dans le contexte de la transition numérique, du développement durable et de la gouvernance, en donnant aux étudiants les moyens de cocréer activement les solutions de demain.



**Share Network** **Un engagement «résilient»** — Le **réseau Share** s'engage à faire progresser les territoires ruraux avec la diffusion de sa dernière **note de synthèse**, en défendant le rôle des territoires ruraux dans l'intégration des migrants et des réfugiés, en encourageant les synergies entre les politiques d'intégration et

de revitalisation rurale, en faisant entendre la voix des communautés tout en plaidant en faveur d'une participation inclusive et significative, en promouvant la collaboration multiniveaux et multiacteurs, en cultivant les bonnes pratiques en matière d'intégration, en facilitant l'apprentissage mutuel et en comblant le fossé entre les initiatives de l'UE et les initiatives locales pour un avenir rural plus résilient.



**Un engagement «connecté»** — Eurocities s'engage à renforcer la coopération entre les zones urbaines et rurales sur la base d'un développement territorialement équilibré dans toute l'Europe, soutenu par des actions clés: promotion d'un échange politique au niveau de l'UE, élaboration d'une déclaration de politique générale, **«Concrétiser la vision rurale de l'UE à l'horizon 2024 grâce à la coopération ville-campagne»** (en anglais), publication d'études de cas visant à recenser les lacunes et les possibilités en matière d'instruments et de politiques, et mise en œuvre d'une discussion technique avec des organismes de recherche tels que l'**ORATE** (observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen) et le **Centre commun de recherche**.



**Un engagement «prospère»** — Le GAL roumain Napoca Poroilissum s'engage à mettre en œuvre des stratégies de développement rural durables qui améliorent le bien-être des communautés locales et préservent le patrimoine culturel et l'environnement, en élaborant et en mettant en œuvre une stratégie globale de développement local qui tient compte des besoins, des possibilités et des défis de la région et qui s'aligne sur les objectifs et principes du pacte rural. L'engagement communautaire, le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources financières, le suivi et l'évaluation constituent les actions motrices de cet engagement.

Lorsqu'on s'intéresse à ces engagements, il faut garder à l'esprit que ce ne sont pas que des promesses sur papier. Ils constituent un appel à l'action, une détermination collective à faire prospérer les zones rurales de l'UE et, à terme, à les faire devenir des acteurs clés pour façonner l'avenir de l'Europe. Ces actions collectives, dans leur diversité, reflètent l'esprit du pacte rural où chaque action compte et où la voix de chacun est prise en compte. Elles placent les communautés rurales à l'avant-garde du changement, où chaque membre participe activement, à son niveau, à relever les défis auxquels il est confronté, en faisant en sorte que personne ne soit laissé de côté. Il s'agit d'une invitation ouverte à toutes les parties prenantes formant la communauté rurale de l'UE à s'engager, à leur niveau, en faveur de cette vision commune et à contribuer à un avenir rural meilleur.

# Faites connaissance avec les membres de la communauté, échangez et enrichissez vos connaissances!



Par Marie Lambert,  
Commission européenne,  
Direction générale de l'agriculture  
et du développement rural

La plateforme communautaire du pacte rural est l'outil collaboratif en ligne que nous avons lancé en juin 2023 pour répondre aux besoins de la communauté en matière de coopération.

Avec cet outil, vous pouvez créer votre profil, sélectionner les thèmes qui vous intéressent, entrer en contact avec des pairs dans toute l'Europe, participer à des conversations, décider des mesures à prendre et trouver de l'inspiration!

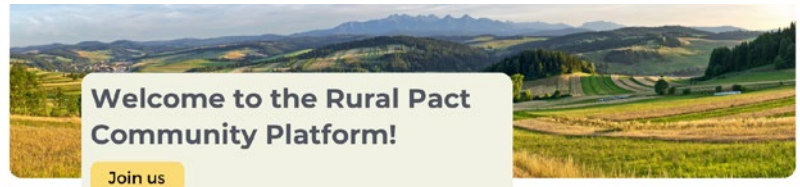
Dans un premier temps, la Commission s'est engagée à mettre en place la plateforme de revitalisation des zones rurales, un guichet unique pour les personnes qui travaillent dans les zones rurales touchées par le déclin démographique et économique. Mais nos échanges avec vous nous ont permis de comprendre que l'ensemble de la communauté partage la nécessité de collaborer et de bénéficier d'outils de regroupement plus efficaces. C'est ainsi que la plateforme communautaire du pacte rural est née, en intégrant la plateforme de revitalisation rurale comme l'un de ses deux domaines prioritaires.

L'outil associe du contenu accessible au public à une partie informative et à des outils réservés aux membres de la communauté. En parcourant la plateforme, en plus

des dernières actualités et événements, vous trouverez des informations générales concernant le pacte rural et la revitalisation rurale. Toutefois, la nouveauté de l'outil réside dans ses différents «groupes communautaires», des espaces de collaboration réservés aux membres inscrits, consacrés soit à un thème particulier (intéressant les populations rurales), soit à une «zone géographique» (par exemple, un pays — les acteurs ruraux peuvent alors l'utiliser comme un espace collaboratif national en ligne).

||  
Nous pensons que la valeur de la plateforme tient à son caractère inclusif, qui permet de s'adresser à toute personne de la communauté du pacte rural qui s'intéresse à un sujet donné et qui rejoint le groupe, y compris à des personnes avec lesquelles nous ne serions pas forcément en contact autrement.

Edina Ocsko, vice-présidente du groupe de coordination du pacte rural, Coordinatrice du réseau des villages intelligents



## Community Groups



Les groupes communautaires sont dirigés par des membres et leur valeur provient de l'action collective qu'ils peuvent déclencher. Créer de nouvelles relations entre les parties prenantes d'un même domaine d'intérêt, recenser les besoins et les possibilités, permettre la création de projets collaboratifs, construire de nouveaux réseaux, sont quelques-uns des objectifs de ces groupes.

Pour créer un tel groupe, les membres doivent d'abord identifier des «coordinateurs» prêts à manifester leur intérêt pour la création et la modération de cette partie de la communauté. Les coordinateurs doivent être des structures reconnues ayant la capacité de mobiliser les parties prenantes concernées, de fournir des orientations stratégiques au groupe et d'orienter ses progrès et son incidence.

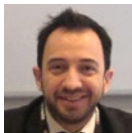
Un groupe travaille dans une langue, qui peut être l'anglais ou toute autre langue officielle de l'UE. Comme pour l'ensemble de la plateforme, une traduction automatique est disponible afin qu'elle soit accessible à tous.

Cette plateforme vise également à inspirer ses utilisateurs. Le pôle de connaissances, qui rassemble différentes ressources en un seul endroit, est consolidé en permanence. Tout comme la base de données des bonnes pratiques, qui ne cesse d'être enrichie par de nombreux projets, politiques, outils ou méthodologies passés et actuels, qui peuvent être reproduits pour susciter d'autres actions et contribuer aux objectifs du pacte rural. Mais si une image vaut mille mots, une expérience vaut mille images. Nous vous encourageons donc à visiter la plateforme, à découvrir ses différentes fonctionnalités et à vous approprier l'outil, si vous le jugez utile!

Nous espérons vous y retrouver et vous lire!



# Les écoles comme pôles d'apprentissage des communautés rurales



Par Nikos Zygouritsas,  
Ellinogermaniki Agogi SA

En 2023, l'Année européenne des compétences a visé à combler les déficits de compétences dans l'Union européenne et à renforcer la stratégie de l'UE en matière de compétences. Elle a promu des investissements dans la formation et le perfectionnement professionnels, en permettant aux citoyens de conserver leur emploi ou d'en changer, tout en mettant en adéquation leurs aspirations et leurs compétences avec les possibilités offertes sur le marché du travail, en particulier au service des transitions écologique et numérique et de la reprise économique.

L'un des principaux domaines d'action est le clivage ville-campagne en matière de compétences numériques.

En 2021, Eurostat a identifié le clivage ville-campagne en matière de compétences numériques comme l'un des domaines clés nécessitant une action.

## Statistiques globales de l'UE (2021):

- À peine plus d'un quart (26 %) de la population de l'UE âgée de 16 à 74 ans a déclaré avoir un niveau de compétences numériques supérieur au niveau de base.

## Ventilation par zone de résidence:

- **Grandes villes:** 33 % ont un niveau de compétences numériques supérieur au niveau de base.
- **Villes et banlieues:** 24 % ont un niveau de compétences numériques supérieur au niveau de base.
- **Zones rurales:** 20 % ont un niveau de compétences numériques supérieur au niveau de base.

L'action préparatoire financée par l'UE [Learning from the Extremes \(apprendre des extrêmes\)](#) vise à présenter des moyens de réduire



© Learning from the Extremes

la fracture numérique dont souffrent les communautés scolaires dans les zones rurales:

- **Connecter les étudiants:** les élèves devraient disposer d'espaces d'apprentissage modernes, connectés et constructifs, équipés pour favoriser un apprentissage dynamique et personnalisé.
- **Renforcer les capacités des enseignants:** les enseignants devraient disposer du renforcement, du soutien et des ressources dont ils ont besoin pour intégrer les outils numériques à l'environnement d'apprentissage.
- **Accès aux outils numériques:** les communautés scolaires devraient avoir accès aux outils numériques et à la connectivité pour une communication et une collaboration efficaces.
- **Davantage d'enseignement de qualité:** l'ensemble du personnel devrait être en mesure de collaborer avec les écoles afin de contribuer à réduire la fracture en matière d'accès à un enseignement de qualité.
- **Soutien professionnel:** toutes les écoles devraient être en mesure de partager l'excellence pédagogique avec un soutien professionnel en classe, dans l'école et dans la région.

L'approche Learning from the Extremes, actuellement appliquée dans [123 écoles de 10 pays différents](#), propose des solutions ouvertes, interopérables et personnalisées qui répondent aux besoins réels des écoles rurales. Dans le même temps, elle aide les chefs d'établissement à s'approprier l'innovation et à décider d'une stratégie adaptée pour diffuser l'innovation dans leur école. Grâce à une réflexion constante, cette approche les oriente vers

la transformation de leur école en pôle d'innovation et en espace commun d'apprentissage numérique. De cette manière, les écoles rurales peuvent être transformées en nœuds centraux de leurs communautés locales, devenant des pôles d'apprentissage qui servent à la fois de ressource pour le développement de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie, et de vecteur de mise à disposition d'un large éventail de services. Les ressources scolaires, telles que les installations, les équipements informatiques et un personnel bien formé, peuvent offrir à la communauté de nombreuses possibilités d'apprentissage et de recyclage. Les pôles d'apprentissage peuvent jouer un rôle clé dans la formation des citoyens, en fournissant un laboratoire pour expérimenter des idées innovantes, démontrer l'efficacité de technologies avancées et ouvrir l'esprit des citoyens à des solutions innovantes.



# Lutter contre le dépeuplement des zones rurales par une approche territoriale



Par Dr Serafin Pazos Vidal,  
Association européenne pour l'information sur le  
développement local (AEIDL)

D'ici à 2040, la moitié de la population de l'UE vivra dans des régions en déclin démographique, selon le dernier [rapport sur la cohésion de l'UE](#). Ce problème est un thème sous-jacent de la [vision à long terme pour les zones rurales de l'UE](#), le plan d'action rural et le pacte rural. Pour y remédier, le bureau d'appui au pacte rural a organisé le laboratoire d'action politique «[Taking Action to Tackle Rural Depopulation](#)» (agir pour lutter contre le dépeuplement rural) qui s'est tenu le 29 juin 2023 et a accueilli de nombreux participants.

Le dépeuplement de larges territoires de l'UE n'est pas un phénomène nouveau, mais il a connu une accélération depuis le début de ce siècle. On observe des tendances à long terme telles que le vieillissement de la population et la migration vers des zones urbaines, en particulier des femmes et des personnes qualifiées.

Le déclin se généralise et touche les petites villes et les villages. Il suscite également un mécontentement important dans les [«lieux sans importance»](#). Certains États membres comme [l'Espagne](#), [l'Italie](#) et [la Finlande](#) ont mis au point des programmes ou des stratégies nationales pour remédier à ce problème. En Europe du Nord, des politiques telles que le [smart shrinking](#) (le déclin intelligent) sont envisagées, tandis qu'en Europe de l'Est, l'accent est mis sur [la fuite des cerveaux](#). C'est pourquoi la Commission européenne en a fait une priorité pour ce mandat. En plus de la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE, de nombreuses initiatives ont été présentées par la [vice-présidente](#) de la Commission chargée de la démocratie et de la démographie, notamment la dernière communication présentant une [boîte à outils](#) sur l'incidence de l'évolution démographique en Europe. En particulier, une nouvelle initiative de la Commission sur [la mise à profit des talents](#) vise à répondre aux inquiétudes liées à la fuite des cerveaux.

Depuis 2021, le règlement [FEDER](#) contient une [définition](#) de ce qui constitue une zone en déclin démographique. L'accent est mis davantage sur les problèmes des zones défavorisées, en particulier des zones rurales et de celles qui souffrent d'un déclin démographique, en allant au-delà des principes généraux énoncés à l'article 174 du TFUE. Le règlement recommande aux États membres de définir une approche intégrée pour répondre aux défis démographiques de ces régions et zones. Il peut s'agir, par exemple, d'améliorer l'accès aux services de base, dont les services numériques, en renforçant l'attrait qu'ils présentent pour l'investissement, notamment grâce à des investissements commerciaux et à la connectivité avec les grands marchés.



De meilleures approches territoriales permettent d'obtenir de meilleures données probantes. Les nouvelles lignes directrices de l'UE pour une meilleure réglementation intègrent le principe du [test rural](#), tandis que le Centre commun de recherche a lancé [l'observatoire rural de l'UE](#), complété par d'autres projets de recherche tels que les projets Horizon Europe [RUSTIK](#) et [GRANULAR](#). Au sein du laboratoire d'action politique, les praticiens, les experts et les décideurs se sont mis d'accord sur un certain nombre de [points clés](#). Ils ont insisté sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, sur la création de liens entre les personnes, les organisations et les territoires et sur la promotion de l'innovation locale et portée par la communauté. Des initiatives telles que le [forum Startup Village](#) et la [plateforme communautaire pour le pacte rural](#) peuvent contribuer à faire avancer ces discussions.

La Commission européenne prend déjà des mesures pour aborder certains des thèmes du laboratoire d'action politique, tels que l'amélioration de l'accessibilité des outils et ressources en ligne dans les langues nationales, notamment la [boîte à outils](#) sur les fonds de l'UE en faveur des zones rurales. Les conclusions sur la vision rurale adoptées par le Conseil de l'UE sous la présidence espagnole en novembre 2023 mettent en évidence les défis liés au dépeuplement et à l'évolution démographique. Cela s'ajoutera au travail déjà entrepris par le Parlement européen sur le [dépeuplement](#) et la [fuite des cerveaux](#). Les contributions du [Comité des régions](#) et du [Comité économique et social européen](#) ont également été importantes.



# L'entrepreneuriat social pour revitaliser les communautés rurales



Par Anastasia Costantini,  
Réseau Diesis

Alors que certaines zones rurales européennes affichent des niveaux plus élevés de productivité, de PIB, de croissance démographique et bénéficient d'un accès étendu aux services, d'autres sont confrontées à des difficultés persistantes, telles qu'un taux de chômage élevé et des ressources limitées — la moitié de la population rurale seulement ayant accès à une connexion internet fiable —, ce qui entrave la croissance économique et le développement social. Cette situation est aggravée par le faible PIB par habitant et le vieillissement de la population, ce qui fait du développement durable un défi encore plus important.

Comme indiqué dans le [plan d'action en faveur de l'économie sociale](#), en faisant participer toutes les parties prenantes ou en favorisant l'engagement collectif et en promouvant la gouvernance participative, les entreprises sociales peuvent jouer un rôle clé dans la revitalisation de la situation économique dans les régions rurales. Le concept d'[entrepreneuriat social](#) place les citoyens ainsi que les préoccupations sociales et environnementales avant la recherche de profit et peut prendre diverses formes, notamment des coopératives, des mutuelles, des associations et des fondations. Il représente une occasion favorable pour le développement rural, car il vise à répondre aux enjeux sociaux et écologiques, et constitue un outil essentiel pour sortir du cycle négatif que connaissent certaines zones rurales. Parmi les modèles exemplaires d'entreprise sociale au service de l'entrepreneuriat social, on peut citer l'initiative «[Whole Village](#)» (village entier), qui œuvre en faveur de la revitalisation des zones rurales de Transylvanie. Le processus commence par une évaluation du patrimoine culturel; s'ensuivent une aide des autorités locales, la participation de la communauté, et l'autonomisation. Cette initiative remarquable a permis de restaurer 700 structures historiques, de planter trois millions d'arbres, de créer 100 emplois

permanents et, parallèlement, d'encourager la cohésion des communautés et le développement durable.

L'entrepreneuriat social a une incidence considérable sur les zones rurales, puisqu'il fournit des services sociaux essentiels et crée des emplois pour des groupes défavorisés. Des initiatives telles que les entreprises sociales inclusives ([WISE](#)) favorisent l'essor des groupes vulnérables et l'inclusion sociale. [L'agriculture sociale](#), qui associe une production agricole durable à des services sociosanitaires et [socioprofessionnels](#), répond aux défis majeurs posés par le vieillissement de la population, l'évolution des structures familiales et l'inclusion des nouveaux arrivants (en provenance tant des zones urbaines que des pays tiers). L'émergence d'[entrepreneurs sociaux verts](#) dans les zones rurales offre aux jeunes urbains la possibilité de redécouvrir les avantages de la vie rurale et de stimuler la croissance économique tout en préservant l'environnement. En reliant les zones rurales et urbaines, l'entrepreneuriat social peut contribuer à créer une société plus équilibrée et plus durable, dans laquelle chacun peut bénéficier des possibilités offertes par l'ère numérique.

L'entrepreneuriat social peut être un outil puissant pour favoriser des économies diversifiées et durables et revitaliser des communautés, en particulier grâce aux arts, à la culture et au tourisme. De telles initiatives ne se limitent pas à responsabiliser les individus et à promouvoir l'éducation, mais elles renforcent également la cohésion sociale en réduisant le fossé entre les zones rurales et urbaines. C'est ce que fait, par exemple, le [Teatro Povero](#), une coopérative communautaire italienne dynamique.

La coopérative respecte les principes démocratiques de solidarité et a contribué à stimuler le développement local dans des zones où la population est en déclin. Elle répond aux besoins spécifiques de la communauté, soutient l'économie locale et régionale et améliore la qualité de vie dans son ensemble, contribuant ainsi à la croissance de l'économie locale.

L'entrepreneuriat social joue un rôle crucial pour donner aux [communautés rurales](#) les moyens d'agir, promouvoir l'inclusion sociale, favoriser la croissance économique et libérer la créativité des jeunes entrepreneurs verts, qui sont essentiels pour l'avenir des communautés rurales. Il faut absolument briser le cercle vicieux et se saisir du pouvoir transformateur de l'entrepreneuriat social dans nos régions rurales.



# Communautés énergétiques rurales: orienter la transition de l'Europe vers une autosuffisance durable



Par Eugenia Bonifazi,  
Ricardo Energy and Environment, gestionnaire de  
projet du centre consultatif des communautés  
énergétiques rurales de la DG ENER

Dans l'ensemble de l'UE, les zones rurales font face à des défis uniques: une dépendance aux sources d'énergie extérieures, une infrastructure vieillissante et la nécessité urgente d'une croissance durable. Les communautés énergétiques rurales constituent un moyen efficace de passer aux énergies renouvelables et de réduire les émissions. Ces communautés exploitent des ressources locales telles que l'éolien, l'énergie solaire et le biogaz pour concevoir des filières énergétiques durables et économiques, démontrant ainsi que les solutions énergétiques innovantes sont plus proches que nous ne le pensons. Elles visent l'autosuffisance, la réduction de la dépendance à l'énergie étrangère, tout en faisant participer activement les populations locales, en veillant à ce qu'elles en retirent des avantages.

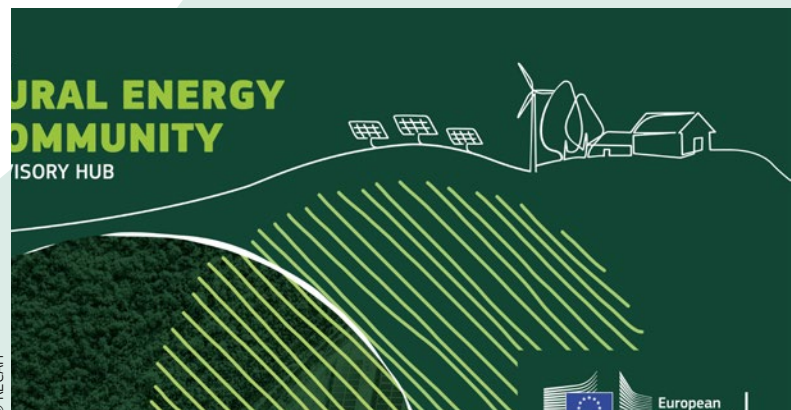
Grâce aux communautés énergétiques rurales, le marché de la transition énergétique passe d'un cadre centralisé à un réseau de pôles énergétiques interconnectés. Elles présentent une approche inclusive de l'indépendance énergétique, qui contraste avec la gouvernance centralisée de l'énergie, en privilégiant un modèle ascendant qui associe activement les citoyens. Ces initiatives collaboratives offrent des avantages au niveau local, et bénéficient donc d'un meilleur soutien et d'une acceptation sociale plus large des projets dans le domaine des énergies renouvelables. En effet, lorsqu'une communauté se sent laissée de côté dans un projet d'énergie éolienne, elle manifeste une résistance. Toutefois, grâce à la participation active de la communauté à la planification et à la mise en œuvre, ces initiatives bénéficient d'un soutien grandissant, ce qui apporte des avantages partagés. Cela souligne l'importance de la participation des communautés à la transition vers les énergies renouvelables.

Des recherches montrent que les principaux obstacles à la participation à une communauté énergétique sont le manque de sensibilisation ou de connaissances ou l'insuffisance des compétences ressenties. Cela met en évidence la nécessité d'accroître la sensibilisation et de fournir des orientations adéquates dans l'ensemble de l'UE en mettant en avant les bonnes pratiques et des modèles économiques efficaces que les communautés pourront reproduire. Pour relever ces défis, le centre consultatif des communautés énergétiques rurales a apporté une assistance technique de nature variable à 28 communautés énergétiques rurales, couvrant environ 90 activités différentes. Cette assistance concerne des domaines essentiels tels que les possibilités d'investissement régional, les orientations en matière de technologie,

les conseils juridiques et réglementaires, les stratégies de participation des parties prenantes et les initiatives de renforcement des capacités. Le centre consultatif des communautés énergétiques rurales a également élaboré des [documents d'orientation](#) complets à l'intention des personnes désireuses de créer des communautés énergétiques ou d'en rejoindre. Ces ressources fournissent des informations concernant les stratégies d'engagement des citoyens, les considérations technologiques et la complexité des cadres juridiques et politiques nationaux des États membres de l'UE. D'autres documents d'orientation seront publiés ultérieurement en ce qui concerne la gouvernance démocratique, ainsi que le rôle potentiel des municipalités, des agriculteurs et des grands acteurs des communautés énergétiques.

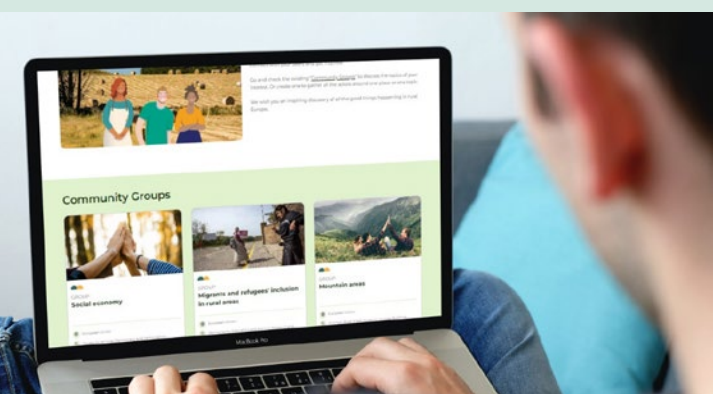
Des efforts concertés ont également été déployés pour documenter et diffuser les bonnes pratiques des communautés énergétiques rurales dans toute l'UE. Ces bonnes pratiques servent de repères pour d'autres communautés qui souhaitent se lancer dans une aventure similaire. On peut citer l'exemple de Wildpoldsreid, un projet qui a permis de produire de l'énergie renouvelable à partir d'une combinaison de sources, dont l'énergie éolienne, l'énergie solaire, des petites installations hydroélectriques et le biogaz, dépassant la consommation annuelle du village de 500 à 800 %. Pour lire l'article complet et découvrir d'autres bonnes pratiques, consultez la page consacrée aux ressources du [site web](#) du centre consultatif des communautés énergétiques rurales.

Le centre consultatif des communautés énergétiques rurales, qui fait office de guide de référence en matière de stratégie et de technologie, se félicite de participer au développement des communautés énergétiques rurales. Nous nous efforçons de faire en sorte que ces communautés rurales aient accès aux services et au soutien dont elles ont besoin, sans aucun obstacle.



## Présentation des sources d'information pertinentes

Dans un effort constant pour vous informer au mieux et vous faire participer, nous avons constitué une liste de ressources essentielles qui offrent des informations précieuses sur le développement rural et la durabilité. Ces ressources sont essentielles pour les décideurs politiques, les chercheurs et les citoyens intéressés par les progrès et les initiatives au titre du pacte rural.



© European Union

### Plateforme communautaire pour le pacte rural

Plateforme numérique où les parties prenantes peuvent entrer en contact, partager des idées et collaborer sur des projets. Les groupes communautaires de la plateforme travaillent sur des thèmes propres au développement rural, offrant un espace de discussion ciblée et de résolution des problèmes. Visitez la [plateforme communautaire pour le pacte rural](#).

### Bonnes pratiques du bureau d'appui au pacte rural

Répertoire d'initiatives et de projets réussis qui ont eu une incidence significative dans les zones rurales. Ces bonnes pratiques servent de guide à la mise en œuvre de solutions efficaces et durables. Découvrez les [bonnes pratiques](#) du bureau d'appui au pacte rural.

### Publications du bureau d'appui au pacte rural

Ne manquez pas nos derniers rapports importants et nos notes d'information qui décortiquent les rouages du développement rural en mettant à disposition des informations fondées sur les données et des recommandations concrètes. Consultez les [publications](#) du bureau d'appui au pacte rural.

## Autres publications pertinentes



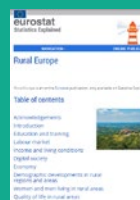
**The Cost of Non-Rurality – preparing for a better urban – rural balance in EU Funding (Le coût de la non-ruralité – se préparer un meilleur équilibre ville-campagne dans les financements de l'UE)**, CdR: Une analyse approfondie des implications économiques de la négligence des zones rurales, publiée par le Comité européen des régions (CdR).

[En savoir plus](#)



**Fostering Agriculture and Rural Policy Dialogue (Encourager le dialogue sur la politique agricole et rurale)**, OCDE: Un rapport complet qui étudie le rôle de l'agriculture dans le développement rural et formule des recommandations politiques.

[En savoir plus](#)



**Rural Europe (Europe rurale)**: une publication de Statistics Explained d'Eurostat, publiée en janvier 2023.

[En savoir plus](#)



**Just transition and revitalisation: a new EU strategy for rural areas (Transition juste et revitalisation: une nouvelle stratégie de l'UE pour les zones rurales)**:

Note d'orientation publiée en 2022 par la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS).

[En savoir plus](#)



**Gommer le clivage urbain-rural: remédier aux inégalités et donner aux communautés le pouvoir d'agir**: Ce rapport présente des solutions créatives qui sont déployées dans les États membres pour fournir des services dans des régions reculées.

[En savoir plus](#)

N'hésitez pas à explorer ces ressources afin d'approfondir votre compréhension des enjeux et de rester engagé dans le dialogue autour du développement rural. Découvrez des ressources plus pertinentes dans le [pôle de connaissances](#).



**Responsable d'édition:** Antonia Gámez Moreno, chef d'unité — zones et réseaux ruraux, AGRI-D1, Direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

**Contenu et édition:** Direction générale de l'agriculture et du développement rural, AGRI-D1 et bureau d'appui au pacte rural

**Remerciements:**

— Principaux contributeurs: Enrique Nieto, Stefano Cisternino, Radim Srseto, Julie de Galard, Marie Lambert, Nikos Zygouritsas, Serafin Pazos, Anastasia Constantini et Eugenia Bonifazi.

— Mise en page: Bureau d'appui au pacte rural

Toutes les éditions du magazine Vision rurale peuvent être [téléchargées en ligne](#). Vous pouvez également commander un exemplaire papier sur le site web des publications de l'Union européenne: [bookshop.europa.eu](http://bookshop.europa.eu)

Le contenu du magazine Vision rurale ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.

Manuscrit achevé en décembre 2023 | Luxembourg Office des publications de l'Union européenne, 2023 © Union européenne, 2023

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source. La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photographies ou de tout autre matériel dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur requiert l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne: [europa.eu](http://europa.eu)

Visitez le site web du pacte rural de l'UE

 [ruralpact.rural-vision.europa.eu](http://ruralpact.rural-vision.europa.eu)

Suivre le pacte rural de l'UE sur les médias sociaux

 [facebook.com/EURuralPact](https://facebook.com/EURuralPact)  [twitter.com/eururalpact](https://twitter.com/eururalpact)  [linkedin.com/company/eu-rural-pact](https://linkedin.com/company/eu-rural-pact)

Print ISBN 978-92-68-07649-1 doi:10.2762/657015 KF-04-23-910-FR-C

PDF ISBN 978-92-68-07646-0 doi:10.2762/098492 KF-04-23-910-FR-N



Office des publications  
de l'Union européenne

Access the online version of the Magazine:

